

LES ACCORDS DE PAIX AU GUATEMALA **PERSPECTIVES HISTORIQUES¹**

Introduction

Les Accords de Paix, signés le 29 décembre 1996 entre l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (UNRG) et le gouvernement guatémaltèque, mettaient fin à 32 ans de conflit armé dans ce pays. Cela est juste, mais il ne faut pas oublier les causes du conflit armé pour mesurer l'importance de ces Accords et les progrès réels que ces Accords permettront ou ne permettront pas de solutionner. Pour leur part, l'URNG et les forces progressistes de la société civile considéraient et considèrent toujours ces Accords comme la base pour l'élaboration d'une société plus démocratique et plus juste et ce, pour l'ensemble du peuple guatémaltèque.

Refaisons un peu d'histoire pour comprendre l'aboutissement du processus qui a mené aux Accords de paix. On pourrait partir de l'indépendance du Guatemala en 1821 et démontrer comment de régimes dictatoriaux en régimes dictatoriaux, le peuple guatémaltèque, particulièrement les Mayas, étaient sous la domination totale de ces pouvoirs. Ainsi, la culmination du conflit, à partir des années 1954, était le résultat du développement de la société guatémaltèque depuis la colonisation espagnole : une société semi féodale où dominait la discrimination, le racisme, les inégalités sociales, la domination des pouvoirs oligarchiques, la répression, la dictature, etc. Les Accords de Paix sont considérés par plusieurs comme le deuxième printemps guatémaltèque (le premier étant la tentative de réforme agraire instauré durant la décennie 1944-54), comme la seconde chance pour un pays plus juste.

Donc, pour mieux comprendre le sens des Accords de Paix, il faut, selon plusieurs secteurs progressistes au Guatemala, retourner à l'époque de la colonisation espagnole pour mettre en perspective cet accord historique. C'est ce que j'essaierai de faire à partir de l'exposé de Ernesto Baile, directeur de l'Institut Claridad, lors du passage du groupe de stagiaires de SLAM en août 2005.

Perspectives historiques

Date	Événements
1821	Indépendance du Guatemala
Avant 1871	Le Guatemala est un grand producteur de colorants naturels exportés dont l'indigo, la cochenille, etc.
1871	À partir de 1871, le pays a besoin d'un produit de substitution aux colorants naturels et ce sera le café. Ceci exige beaucoup de terres et de beaucoup de main d'œuvre <u>Solution</u> : • expulser les paysans de leurs terres et les distribuer

	<p>aux nouveaux arrivants d'Europe : Allemands, Suisses, Belges.</p> <ul style="list-style-type: none"> • obliger la main d'œuvre expulsée à travailler leur terre par une loi du travail forcé. <p>Justo Ruffino Barrios s'en charge et le Guatemala devient un pays agro-exportateur de café et de bananes au profit des « latifundistas » au détriment des paysans du pays.</p>
1944	Tentative d'instaurer un capitalisme autonome en prenant comme appui les paysans avec l'instauration de profondes réformes sociales et l'abrogation des lois répressives sous le règne de Juan José Arevalo
1950	<p>Le colonel Jacobo Arbenz prend le pouvoir et instaure la Loi sur la réforme agraire en 1952</p> <ul style="list-style-type: none"> • répartition des terres oisives des latifundistas • saisie de certains biens de la United Fruit et distribution des terres aux paysans sans terre. <p>De plus, son gouvernement instaure un code du travail pour protéger les travailleurs, un système de sécurité sociale, l'autonomie universitaire et municipale, etc.</p> <p>Ces dix années (1944-1954) sont considérées comme le Printemps guatémaltèque.</p>
1954	<p>Concocté par les Etats-Unis (résolution contre le Guatemala à une conférence de l'OEA), la CIA et quelques officiers guatémaltèques orchestrent un coup d'État.</p> <p>Castillo Armas, alors président, révoque les lois progressistes et dépossède à nouveau les paysans de leurs terres et débute 32 ans de régimes dictatoriaux et de conflit armé.</p>
1962	Naissance de la guérilla, mouvement révolutionnaires après l'échec d'un soulèvement de cadets fidèles à Arbenz en 1960. Ces derniers prennent le chemin du maquis.
1982	L'union des forces révolutionnaires (FAR, ORPA, EGP et PGT) donne naissance à l'Union révolutionnaire pour un nouveau Guatemala (URNG) qui deviendra une force militaire et politique déterminante dans la négociation des Accords de Paix.
1982	Campagne anti-insurrectionnelle des plus violentes sous les règnes de Lucas Garcia et de E. Rios Montt dont les Escadrons de la mort et les Patrouille d'auto-défense civile.
1986	<p>Élection de Vinicio Cerezo coïncide avec les sorties politiques aux conflits armés au Nicaragua, Salvador et le Guatemala emboîte le pas.</p> <p>Accords d'Esquipulas où les 5 présidents des pays d'Amérique centrale s'entendent pour démocratiser leur pays.</p> <p>L'URNG fait des propositions de sortie de crise.</p> <p>Les Accords de Paix seront l'aboutissement de cette conjoncture.</p>
1990	Première rencontre entre des représentants du gouvernement et de

	l'URNNG à OSLO donne le coup d'envoi à des négociations.
1991	Première entente sur 11 points dont les 5 principaux sont reliés à a réforme agraire et économique soit les Accords de Caratero au Mexique.
1993	Tentative de coup d'état par Cerrano Elias mais échec; les négociations se poursuivent.
1994	Le secrétaire général des Nations Unies convoque les parties et cela aboutit à deux accords : Accord global sur les droits humains dont l'entrée en vigueur est immédiate et l'Accord sur l'éclaircissement historique. C'est cette même année que se met sur pied l'Assemblée de la société civile constituée de tous les secteurs de la société civile et servant de lieu de consultation pour la négociation des accords de paix.
1995 (mars)	Accord sur la diversité culturelle par la reconnaissance d'une société pluriethnique.
1996 (mai)	Accords sur les aspects socio-économiques. Arzu accède au pouvoir.
(septembre)	Accord sur le rôle du pouvoir civil et le rôle de l'armée.
(29 décembre)	Signature officielle des Accords de Paix mettant fin à 32 ans de conflit armé et tentant d'établir les bases pour l'érection d'une société démocratique et empreinte de justice sociale. La guérilla se démobilise et les partis politiques s'engagent à respecter les Accords de Paix signés.

Yves Nantel
Septembre 2005